

# Les aspects collectifs et institutionnels de la liberté de religion dans la jurisprudence européenne de la Cour européenne des droits de l'homme (Document en Français)

## ▼ Accès au(x) document(s)

Accéder au(x) document(s) :

 <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/559c79be-835d-4924-98c9-26caa38b2c73>

 <https://docassascujas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/559c79be-835d-4924-98c9-26caa38b2c73> 

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

Modalités de diffusion de la thèse :

- **Thèse soumise à l'embargo de l'auteur : embargo illimité (communication intranet).**

## ▼ Informations sur les contributeurs

Auteur : [Schouppe \(Schouppe\), Jean-Pierre](#)

Date de soutenance : 23-09-2013

Directeur(s) de thèse : [Decaux Emmanuel](#)

Etablissement de soutenance : [Paris 2](#)

Ecole doctorale : [École doctorale de droit international, droit européen, relations internationales et droit comparé \(Paris\)](#)

## ▼ Informations générales

Discipline : Droit international

Classification : Droit

Mots-clés libres : Liberté de religion, CEDH, Droits fondamentaux, Rapports Etats-églises, Groupement religieux, Pluralisme religieux, Autonomie

Mots-clés :

- Liberté religieuse (droit européen) - Jurisprudence
- Eglise et Etat -- Europe
- Droits de l'homme (droit européen) - Jurisprudence

**Résumé :** La liberté de religion prend de plus en plus d'importance dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Bien que le centre de gravité historique de ce droit fondamental réside dans sa dimension individuelle, les juges sont fréquemment confrontés à des aspects « institutionnels » ou communautaires de la liberté de religion : des droits revenant aux groupements religieux comme tels. En quête des prémisses de cette liberté, le chapitre 1er retrace les apports spécifiques du christianisme, du judaïsme et de l'islam en la matière. Les principaux instruments de droit international, universels et européens, ainsi que la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne, sont abordés au chapitre 2 du point de vue de la liberté de religion collective et institutionnelle comme la toile de fond nécessaire à l'activité de la Cour de Strasbourg. Le chapitre 3 examine l'article 9 de la CEDH ainsi que d'autres articles protégeant des droits connexes à la liberté de religion avant de se pencher sur la notion de groupement religieux, dont la distinction d'avec les sectes (dangereuses) s'avère souvent problématique. Les deux derniers chapitres sont consacrés à une étude systématique de la jurisprudence de Strasbourg depuis l'admission, en 1979, de la première requête d'une « église requérante ». Le versant procédural, puis les droits substantiels sont successivement abordés. Leurs contenus seront analysés selon un double axe : d'abord, la liberté d' « existence » du groupement, puis les plus nombreuses facettes de sa liberté d' « action » ou de son « autonomie ».

## ▼ Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

## ▼ Informations complémentaires

Entrepôt d'origine : STAR : dépôt national des thèses électroniques françaises

Identifiant : 2013PA020029

Type de ressource : Thèse